

Montréal, 1^{er} décembre 2018

Objet : appui aux travailleuses et travailleurs de Poste Canada

La coalition montréalaise pour la rémunération des stages réunie en assemblée samedi le 1er décembre a pris la décision d'appuyer les travailleuses et travailleurs de Poste Canada dans le conflit qui les oppose à leur employeur.

Surtout, la coalition, qui a lancé cet automne un ultimatum au gouvernement du Québec susceptible de conduire les étudiantes et étudiants à déclencher une grève générale illimitée cet hiver, souhaite dénoncer l'adoption d'une loi spéciale par la chambre des communes. Cette loi vient une fois de plus retirer le principal, voire, le seul levier des travailleur.se.s pour défendre leurs droits et améliorer leurs conditions. En forçant le retour au travail des employé.es de Poste Canada, le gouvernement fédéral enfreint le droit de grève et réduit la possibilité pour les personnes syndiquées de parvenir à une entente négociée.

Alors que les stagiaires revendentiquent d'être reconnu.es en tant que travailleuses et travailleurs, il leur importe plus que jamais de se solidariser des luttes des autres salarié.es dans tous les secteurs d'activité. Les travailleurs.euses paient le gros prix des restructurations du travail et des compressions budgétaires, et c'est vrai aussi en éducation. La grève des stagiaires s'inscrit dans la campagne pour la hausse du salaire minimum et un réinvestissement massif dans les services publics. En ce sens, la coalition montréalaise pour la rémunération des stages reconnaît que chaque lutte pour l'amélioration des conditions de travail dans un secteur est une lutte pour l'amélioration des conditions générales de l'ensemble des travailleur.se.s.

Solidairement,

Coalition montréalaise pour la rémunération des stages